

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2012

Situation arrêtée au 17/01/2013



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -87,2 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire provisoire à fin décembre 2012 s'élève à -87,2 milliards € (y compris période complémentaire) contre -90,8 milliards € à fin décembre 2011 à périmètre constant. Cette variation est due à la progression

des recettes (+10,1 milliards €) et l'amélioration du solde des comptes spéciaux (+1,6 milliard €) en partie compensée par la hausse des dépenses (8,1 milliards €).

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 299,5 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 3,3 milliards € dont 2,6 milliards € au titre du programme « Recapitalisation de Dexia » (cf. focus sur l'actualité) ;

✓ Mission **Défense** : 2,2 milliards € dont 1,7 milliard € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,4 milliard € partagé entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,8 milliard € et « Gendarmerie nationale » pour 0,6 milliard € ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,1 milliard € dont 0,6 milliard € dédié au programme « Accès et retour à l'emploi ».

Les dépenses nettes à fin décembre 2012 s'élèvent à 299,5 milliards € contre 291,5 milliards € à fin décembre 2011 à périmètre constant. La progression des dépenses concerne en premier lieu, les dépenses de fonctionnement (+8 milliards € dont 6,5 milliards € au titre de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité) et de personnel (+1,9 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 211,4 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

Impôt sur les sociétés : 14,3 milliards € (essentiellement dus à l'encaissement du 4^{ème} acompte au 15 décembre) ;

TVA : 11,7 milliards € ;

Impôt sur le revenu : 3,1 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,5 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,4 milliard €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 268,4 milliards €

Elles s'élevaient à 255,2 milliards € à périmètre constant à fin décembre 2011. Cette progression est due à l'augmentation de l'impôt sur le revenu (+8 milliards €), de l'impôt sur les sociétés (+1,8 milliard €), de la TVA (+1,3 milliard €) et des

recettes diverses (+1,1 milliard € dont 0,5 milliard € dû à la taxe de risque systémique sur les banques). On constate en décembre, l'encaissement de 0,2 milliard € de contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés. (cf. focus sur l'actualité).



Recettes non fiscales : 14,1 milliards €

Les recettes non fiscales à fin décembre 2012 s'élèvent à 14,1 milliards € contre 16,4 milliards € en 2011. Cet écart s'explique notamment par la baisse des dividendes et recettes assimilées (-3,1 milliards €) et l'absence de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (-1 milliard €), partiellement compensées par la recette exceptionnelle enregistrée cette année, relative à la procédure

d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (1,4 milliard €) ainsi que par la recette accidentelle liée aux francs non échangés (0,5 milliard €). On remarque ce mois-ci, l'encaissement de dividendes pour 1,2 milliard € ainsi que les versements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (0,6 milliard €) et de Natixis (0,1 milliard €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -74,6 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin décembre 2012 à -74,6 milliards € contre -74,2 milliards € à fin décembre 2011 à périmètre constant. Les prélèvements sur les recettes de l'Etat

au profit des collectivités territoriales ont baissé de 0,3 milliard € alors que celles au profit de l'Union européenne ont augmenté de 0,8 milliard €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 1 milliard €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,8 milliards € et des recettes pour 8,4 milliards € (notamment dus à l'encaissement de la cotisation foncière des entreprises et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux au 15 décembre). Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » laisse apparaître des recettes d'un montant de 6,8 milliards € correspondant au

remboursement des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 2,8 milliards € et des recettes pour 2,6 milliards € dues essentiellement à la recapitalisation de Dexia. Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » affiche des recettes d'un montant de 0,9 milliard €.

Au 31 décembre 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à 1 milliard € contre -0,6 milliard € en décembre 2011. Cet écart s'explique surtout par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers notamment le compte « Prêts à des Etats étrangers » (+6,8 milliards €) suite au prêt accordé à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » de -4 milliards € (remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009).

Dette financière de l'Etat au 31 décembre : 1 388,7 milliards €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 58,6 milliards €), les BTAN (émissions nettes de 22,4 milliards €). Les montants des BTF et des

autres emprunts ont respectivement diminué de 11,2 milliards € et de 1,1 milliard € au cours de l'exercice.



☞ La contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (CSB)

Juridiquement distincte de l'impôt sur les sociétés (IS), la **contribution sociale sur les bénéfices des sociétés** (CSB) est égale à 3,3 % de l'IS. Cependant, elle n'est pas due par les redevables ayant réalisé un chiffre d'affaires hors taxe de moins de 7 630 000 € au cours de leur exercice ou de leur période d'imposition et qui remplissent des conditions particulières de détention de leur capital.

Elle doit être payée spontanément au service des impôts des entreprises ou à la Direction des grandes entreprises au plus tard à la date limite de paiement du solde de l'IS et donne lieu dans certains cas, au versement d'acomptes.

Ces acomptes sont obligatoires dès lors que la précédente CSB est supérieure à 3 000 €. Chacun des

quatre acomptes est égal à 0,825 % du montant de l'impôt sur les sociétés dû au titre du précédent exercice clos et est payé en mars, juin, septembre et décembre. Le solde est acquitté en avril de l'exercice suivant.

La loi de finances initiale pour 2012 ne prévoyait aucun recouvrement de CSB pour l'Etat, cette contribution étant en début d'année, intégralement affectée à d'autres entités que l'Etat. Il a été décidé en seconde loi de finances rectificative de réaffecter à l'Etat, une partie de la CSB pour un montant estimé à 156 millions €.

L'exécution 2012 montre des recouvrements d'un montant de 188 millions €.

☞ La recapitalisation de Dexia

A la suite de la restructuration du groupe Dexia, le conseil d'administration de l'entreprise a donné son accord, le 7 novembre 2012, pour une augmentation de capital de 5,5 milliards d'euros.

Les Etats belges et français se sont engagés à souscrire intégralement à cette augmentation à hauteur de 53 % pour la Belgique, soit 2,915 milliards d'euros et de 47 % pour la France soit 2,585 milliards d'euros. Le 21 décembre 2012, l'assemblée générale de la société a approuvé ces mesures.

Ainsi le programme 339 « **Recapitalisation de Dexia** » a été créé en 3^{ème} loi de finances rectificative pour 2012 et a été abondé pour un montant de 2,585 milliards d'euros.

Le versement a transité par le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat ». Les crédits nécessaires ont été prélevés sur les disponibilités du programme 731 « Opérations en capital intéressant les participations financières de l'Etat » en date du 31 décembre 2012.



	Décembre	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	16 205	-87 165	-90 821	-90 718	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	20 599	299 535	291 453	291 252	6
Recettes du budget général (hors R et D)	29 304	211 370	201 258	201 160	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	3 134	59 480	51 473	51 473	
- IS	14 250	40 832	39 074	39 074	
- TVA	11 707	133 401	132 108	131 880	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	7 500	1 000	-626	-626	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	-9 435	-68 902			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	5 529	99 466			19
Dette financière de l'Etat	-4 850	1 388 653			20



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	-6	992	1 016	1 016
Dépenses de personnel	10 067	118 945	117 083	117 710
Dépenses de fonctionnement	4 971	54 896	46 923	46 247
Charges de la dette de l'Etat	570	46 303	46 256	46 256
Dépenses d'investissement	452	11 028	11 178	11 178
Dépenses d'intervention	4 540	66 153	68 080	67 928
Dépenses d'opérations financières	5	1 218	917	917
Total des dépenses (hors R et D) (I)	20 599	299 535	291 453	291 252
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	32 314	268 430	255 217	255 018
Recettes non fiscales	2 724	14 109	16 374	16 380
Prélèvements sur recettes	-5 921	-74 635	-74 162	-74 067
Fonds de concours	187	3 466	3 829	3 829
Total des recettes (hors R&D II)	29 304	211 370	201 258	201 160
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	35 225	286 005	275 420	275 227
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	8 705	-88 165	-90 195	-90 092
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-779	-282	1 538	1 538
Solde des comptes de concours financiers	8 283	1 130	-2 440	-2 440
Solde des comptes de commerce	-10	83	217	217
Solde des comptes d'opérations monétaires	-178	-400	1 487	1 487
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	7 500	1 000	-626	-626
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	16 205	-87 165	-90 821	-90 718



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 067	118 945	117 083	117 710
Rémunérations d'activité	5 966	69 660	69 256	69 608
Cotisations et contributions sociales	4 052	48 530	46 818	47 089
Prestations sociales et allocations diverses	49	755	1 009	1 013
AUTRES TITRES	10 532	180 590	174 370	173 542
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	-6	992	1 016	1 016
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 971	54 896	46 923	46 247
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 485	29 841	21 297	21 319
Subventions pour charges de service public	486	25 055	25 626	24 928
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	570	46 303	46 256	46 256
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	570	46 303	46 256	46 256
Titre 5 - Dépenses d'investissement	452	11 028	11 178	11 178
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	390	9 507	9 683	9 683
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	62	1 521	1 495	1 495
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 540	66 153	68 080	67 928
Transferts aux ménages	1 438	25 444	25 522	25 522
Transferts aux entreprises	1 083	10 476	11 176	11 102
Transferts aux collectivités territoriales	289	7 468	7 535	7 481
Transferts aux autres collectivités	1 614	22 635	23 248	23 224
Appels en garantie	116	130	599	599
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	5	1 218	917	917
Prêts et avances	1	179	144	144
Dotations en fonds propres	4	505	259	259
Dépenses de participations financières	0	534	514	514
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 599	299 535	291 453	291 252



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	71	143	2 716	2 769	2 978
Action de la France en Europe et dans le monde	48	87	1 605	1 641	1 822
Diplomatie culturelle et d'influence	7	30	739	740	738
Français à l'étranger et affaires consulaires	16	26	369	371	356
Présidence française du G20 et du G8	0	0	3	17	62
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	197	262	2 715	2 735	2 559
Administration territoriale	149	183	1 699	1 702	1 713
Vie politique, culturelle et associative	12	17	359	362	165
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	36	62	657	671	681
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	276	424	3 721	3 839	3 574
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	139	263	2 082	2 196	1 910
Forêt	2	10	338	348	358
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	67	76	543	544	546
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	68	75	758	751	760
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	61	173	2 526	3 042	3 297
Aide économique et financière au développement	33	85	679	1 157	1 183
Solidarité à l'égard des pays en développement	44	84	1 843	1 867	2 086
Développement solidaire et migrations	-16	4	4	18	28
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	446	454	3 134	3 123	3 256
Liens entre la Nation et son armée	6	13	123	116	133
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	439	440	2 910	2 910	3 017
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	1	1	101	97	106
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	45	53	593	608	575
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	33	348	364	337
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	20	206	205	200
CULTURE	92	229	2 546	2 650	2 752
Patrimoines	6	59	774	802	903
Création	21	68	728	787	777
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	65	102	1 044	1 061	1 072
DEFENSE	4 019	2 226	34 839	38 876	38 751
Environnement et prospective de la politique de défense	219	110	1 791	1 781	1 783
Préparation et emploi des forces	1 755	1 740	23 343	23 445	23 397
Soutien de la politique de la défense	256	218	3 233	3 114	2 954
Equipeement des forces	1 789	158	6 472	10 536	10 617
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	78	97	1 182	1 063	1 034
Coordination du travail gouvernemental	47	45	567	533	509
Protection des droits et libertés	8	10	77	89	85
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	23	42	538	441	440
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	1 167	807	11 363	10 948	11 641
Infrastructures et services de transports	278	408	5 396	5 470	6 066
Sécurité et circulation routières	2	9	50	50	54
Sécurité et affaires maritimes	1	11	141	140	141
Météorologie	2	2	204	204	195
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	10	20	325	326	340
Information géographique et cartographique	0	1	95	95	80
Prévention des risques	5	34	228	261	286
Energie, climat et après-mines	0	12	631	642	710
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	869	310	4 293	3 760	3 769



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	631	656	2 008	2 026	2 049
Développement des entreprises et de l'emploi	254	265	1 009	1 027	1 047
Tourisme	0	8	36	42	46
Statistiques et études économiques	36	37	460	453	449
Stratégie économique et fiscale	341	346	503	504	507
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	3 271	3 306	56 370	56 370	47 746
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	570	570	46 303	46 303	46 255
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	116	116	122	122	599
Epargne	0	35	654	654	697
Majoration de rentes	0	0	183	183	195
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	6 523	6 523	0
Recapitalisation de Dexia (1)	2 585	2 585	2 585	2 585	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	4 862	5 017	62 019	62 345	61 656
Enseignement scolaire public du premier degré	1 518	1 523	18 310	18 311	18 084
Enseignement scolaire public du second degré	2 436	2 442	29 550	29 550	29 339
Vie de l'élève	178	264	3 953	4 009	3 852
Enseignement privé du premier et du second degrés	503	520	7 074	7 075	7 017
Soutien de la politique de l'éducation nationale	151	166	2 122	2 096	2 080
Enseignement technique agricole	76	102	1 010	1 304	1 284
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	913	933	11 507	11 525	11 669
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	648	627	8 377	8 378	8 445
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	22	52	258	286	327
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	74	76	890	865	913
Facilitation et sécurisation des échanges	97	133	1 594	1 586	1 600
Entretien des bâtiments de l'Etat	15	29	178	189	176
Fonction publique	57	16	210	221	208
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	133	171	749	734	724
Immigration et asile	138	169	671	655	646
Intégration et accès à la nationalité française	-5	2	78	79	78
JUSTICE	1 054	677	9 217	7 300	7 107
Justice judiciaire	327	333	4 301	2 999	2 897
Administration pénitentiaire	642	246	3 338	2 966	2 814
Protection judiciaire de la jeunesse	57	69	772	754	764
Accès au droit et à la justice	2	7	311	311	362
Conduite et pilotage de la politique de la justice	26	22	492	267	266
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	3	3	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	31	213	1 230	1 268	1 350
Presse	5	56	375	385	414
Livre et industries culturelles	-7	21	234	262	284
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	15	118	462	462	401
Action audiovisuelle extérieure	18	18	159	159	251
OUTRE-MER	201	155	2 158	2 024	1 935
Emploi outre-mer	100	110	1 337	1 356	1 285
Conditions de vie outre-mer	101	45	821	668	650
POLITIQUE DES TERRITOIRES	44	27	263	303	340
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	44	19	190	251	277
Interventions territoriales de l'Etat	0	8	73	52	63



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	-6	-6	992	991	1 016
Présidence de la République	-6	-6	103	103	110
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	323	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	641	810	25 658	25 279	25 335
Formations supérieures et recherche universitaire	427	283	12 778	12 545	12 367
Vie étudiante	50	213	2 323	2 319	2 177
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	2	21	5 097	4 959	5 032
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	25	1 240	1 240	1 237
Recherche spatiale	0	48	1 376	1 376	1 376
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	8	121	1 283	1 245	1 444
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	131	51	965	998	1 091
Recherche duale (civile et militaire)	0	25	178	178	189
Recherche culturelle et culture scientifique	6	6	119	119	124
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	17	299	300	298
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	142	257	6 711	6 711	6 360
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	65	4 031	4 031	3 935
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	856	856	818
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	142	192	1 824	1 824	1 607
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	59	149	2 678	2 661	2 657
Concours financiers aux communes et groupements de communes	22	58	767	743	743
Concours financiers aux départements	3	21	481	481	474
Concours financiers aux régions	0	0	908	908	910
Concours spécifiques et administration	34	70	522	529	530
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 236	6 240	90 594	90 564	84 395
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 821	5 825	79 120	79 098	72 915
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	415	415	11 474	11 466	11 480
SANTE	6	11	1 318	1 317	1 375
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	6	11	684	683	696
Protection maladie	0	0	634	634	679
SECURITE	1 359	1 429	17 010	17 054	16 807
Police nationale	791	807	9 128	9 205	9 086
Gendarmerie nationale	568	622	7 882	7 849	7 721
SECURITE CIVILE	21	40	407	445	418
Intervention des services opérationnels	20	29	268	270	255
Coordination des moyens de secours	1	11	139	175	163
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	224	397	12 813	12 783	12 314
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	-145	-145	239	239	519
Actions en faveur des familles vulnérables	4	18	236	236	242
Handicap et dépendance	289	426	10 821	10 807	10 074
Egalité entre les hommes et les femmes	0	1	20	20	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	76	97	1 497	1 481	1 459



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	-5	18	459	464	491
Sport	9	11	261	265	278
Jeunesse et vie associative	-14	7	198	199	213
TRAVAIL ET EMPLOI	822	1 077	10 632	10 344	11 744
Accès et retour à l'emploi	503	569	6 057	5 714	6 321
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	259	425	3 760	3 781	4 610
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	12	68	87	67
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	71	747	762	746
VILLE ET LOGEMENT	443	396	8 031	7 938	7 943
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	68	112	1 299	1 301	1 261
Aide à l'accès au logement	259	259	5 750	5 750	5 544
Développement et amélioration de l'offre de logement	115	20	478	375	568
Politique de la ville et du Grand Paris	1	5	504	512	570
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	27 534	26 841	388 159	390 099	375 848

(1) Programme crée en 2012



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	3 528	65 510	58 545	58 545
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	575	6 705	5 668	5 668
Impôt sur les sociétés (C)	14 839	56 432	52 975	52 975
Impôt sur les sociétés	14 651	56 244	52 975	52 975
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	188	188	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 305	15 073	12 889	12 889
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	44	634	557	557
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	193	6 598	5 806	5 806
Prélèvements sur les bénéficiaires tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéficiaires	13	36	13	13
Impôt de solidarité sur la fortune	196	5 043	4 321	4 321
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	34	67	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	112	83	83
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	9	141	272	272
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	16	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	23	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	100	88	88
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	8	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	5	10	25	25
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	-1	273	758	758
Recettes diverses	796	2 010	901	901
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 237	13 498	14 235	14 261
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 664	184 666	178 980	178 752
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 406	17 110	16 321	16 323
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	37	529	497	497
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	176	177	177
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	9	62	62



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	134	1 416	1 627	1 627
Mutations à titre gratuit par décès	660	7 662	7 013	7 013
Autres conventions et actes civils	44	473	393	393
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	28	357	271	271
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	5	110	97	97
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	145	120	120
Timbre unique	-27	164	134	134
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	25	353	346	346
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	39	148	148
Taxe générale sur les activités polluantes	26	283	190	190
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	29	28	28
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	11	172	170	170
Autres droits et recettes à différents titres	0	4	3	3
Taxe sur les achats de viande	0	278	157	157
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	48	50	50
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	49	52	52
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	30	29	29
Taxe de l'aviation civile	0	62	75	77
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	248	2 019	2 100	2 100
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	38	742	760	760
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	31	429	449	449
Prélèvements sur les paris sportifs	17	120	94	94
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	68	75	75
Redevance sur les paris hippiques en ligne	8	88	94	94
Taxe sur les transactions financières (2)	43	199	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	4	26	93	93
Autres taxes	27	420	180	180
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	38 554	358 994	339 612	339 413
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	32 314	268 430	255 217	255 018

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 191	4 642	7 769	7 769
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 114	2 808	2 808
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	222	328	545	545
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	969	3 200	4 416	4 416
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	154	3 201	1 716	1 722
Revenus du domaine public non militaire	22	235	188	188
Autres revenus du domaine public	8	109	145	145
Revenus du domaine privé	5	46	61	61
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	76	1 645	177	177
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	20	1 090	1 079	1 085
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	19	59	52	52
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	4	17	14	14
Produits de la vente de biens et de services (C)	159	1 156	1 191	1 191
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	109	503	519	519
Autres frais d'assiette et de recouvrement	36	491	494	494
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	4	75	96	96
Produits de la vente de divers biens	0	0	1	1
Produits de la vente de divers services	9	77	65	65
Autres recettes diverses	1	10	16	16
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	138	663	1 224	1 224
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	33	345	532	532
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	13	37	34	34
Intérêts des autres prêts et avances	60	94	334	334
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	20	137	279	279
Autres avances remboursables sous conditions	1	7	7	7
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	7	22	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	20	29	29



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	167	1 293	1 048	1 048
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	459	362	362
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	119	463	248	248
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	14	9	9
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	3	27	15	15
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	38	283	295	295
Frais de poursuite	6	45	117	117
Frais de justice et d'instance	0	0	1	1
Intérêts moratoires	0	1	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	915	3 154	3 426	3 426
Reversements de Natixis	100	100	220	220
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	600	600	450	450
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	965	965
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	22	325	162	162
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	143	134	134
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	9	10	10
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	34	555	530	530
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	61	49	49
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	35	35
Frais d'inscription	1	9	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	10	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	3	3
Récupération d'indus	9	44	61	61
Recouvrements après admission en non-valeur	23	190	202	202
Divers versements de l'Union européenne	54	54	75	75
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	4	67	67
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	29	34	34
Recettes diverses en provenance de l'étranger	-54	2	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	1	3	3	3
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	674	186	186
Produits divers	3	140	24	24
Autres produits divers	85	196	198	198
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 724	14 109	16 374	16 380



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 510	-55 584	-55 931	-55 836
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 181	-41 394	-41 265	-41 265
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-10	-24	-27	-27
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-4	-32	-32
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-380	-380
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-205	-5 532	-5 388	-5 388
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-113	-1 917	-1 935	-1 874
Dotations élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-40	-37	-37
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-500	-500	-500
Dotations départementales d'équipement des collèges	3	-326	-326	-326
Dotations régionales d'équipement scolaire	16	-661	-661	-661
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-176	-176
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-2	-2	-206	-206
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-248	-3 435	-3 368	-3 368
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-89	-856	-950	-950
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-152	-361	-463	-463
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-115	-115
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	-23	-457	6	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	-1	-4	-40	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 ⁽¹⁾	-3	-3	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-1 411	-19 051	-18 231	-18 231
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 921	-74 635	-74 162	-74 067
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	133	3 122	3 424	3 424
Fonds de concours - coopération internationale	54	344	405	405
TOTAL FONDS DE CONCOURS	187	3 466	3 829	3 829



unité : million d'€.

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	8 414	7 635	69 260	55 472	68 978	57 010	-282	1 538
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	59	20	230	0	236	0	6	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	79	47	1 375	684	1 296	1 301	-79	617
Développement agricole et rural	3	2	114	109	117	110	3	1
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	11	28	241	0	368	0	127	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	90	11	560	466	653	626	93	160
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	114	50	462	422	547	616	85	194
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	9	0	1 100	89	1 320	936	220	847
Participation de la France au désendettement de la Grèce (1)	0	0	199	0	199	0	0	0
Participations financières de l'Etat	2 824	2 629	10 223	716	9 729	635	-494	-81
Pensions	5 145	4 848	54 431	52 811	54 188	52 570	-243	-241
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	80	0	325	175	325	216	0	41
Comptes de concours financiers	7 925	16 208	98 375	102 458	99 505	100 018	1 130	-2 440
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	126	6 780	6 837	6 789	6 868	6 701	31	-88
Avances à l'audiovisuel public	0	887	3 291	3 222	3 291	3 222	0	0
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	396	0	198	0	-198
Avances aux collectivités territoriales	7 780	8 393	87 471	84 313	88 561	85 009	1 090	696
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	19	142	754	7 607	777	817	23	-6 790
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	6	22	131	8	4 071	-14	3 940
Comptes de commerce	688	678	52 143	53 624	52 226	53 841	83	217
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	36	-2	760	753	684	730	-76	-23
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	10	13	158	151	159	156	1	5
Couverture des risques financiers de l'Etat	48	24	1 160	2 039	1 160	2 039	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	31	3	624	579	523	509	-101	-70
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	535	595	49 254	49 898	49 561	50 219	307	321
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	19	119	0	48	0	-71	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	5	3	8	9	3	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	3	39	46	60	65	21	19
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	131	0	90	0	-41
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	22	23	23	24	23	24	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	1	0	0	0	-1	0
Comptes d'opérations monétaires	400	222	2 600	3 221	2 200	4 708	-400	1 487
Emission des monnaies métalliques	30	36	189	173	248	240	59	67
Opérations avec le Fonds Monétaire International	361	177	2 383	3 011	1 914	4 439	-469	1 428
Pertes et bénéfices de change	9	9	28	37	38	29	10	-8
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 427	24 743	222 378	214 775	222 909	215 577	531	802
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 066	24 566	219 995	211 764	220 995	211 138	1 000	-626

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1^{er} janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	-11 047
Solde au 31 décembre 2012	-68 902



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		186	167	353
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
		La Poste	1	0	1
		Autres organismes à caractère financier	138	62	200
	CEPL	Régions	1 297	127	1 424
		Départements	5 082	-53	5 029
		Communes	18 123	1 987	20 110
		Hôpitaux	3 221	1 032	4 253
		HLM	205	208	413
		Autres CEPL	16 804	2 986	19 790
		Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	2 982
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		1 702	659	2 361
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		1 471	535	2 006
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique		523	132	655
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		14 054	1 087	15 141
	Communautés européennes		877	-729	148
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	74	14	88
		GIP	338	69	407
		EPL	1 904	7	1 911
		Autres correspondants	6 056	5 215	11 271
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		90	-71	19	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		2 086	-983	1 103
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme		4 032	-2 124	1 908
	Intérêts courus sur comptes à terme		26	-22	4
Total Passif (A)			86 179	13 286	99 467
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor			2	-2	0
Total Actif (B)			2	-2	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			86 176	13 288	99 466



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 979	69 808	1 382 787
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	58 646	946 531
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	56 482	786 984
- <i>taux variable</i>	138 497	3 916	142 413
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	22 358	269 656
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	20 770	259 513
- <i>taux variable</i>	8 366	1 540	9 906
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-11 196	166 600
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	-3	235
Dettes exigibles	238	-3	235
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-3	235
Autres emprunts (C)	6 715	-1 084	5 631
TOTAL (A+B+C)	1 319 932	68 721	1 388 653



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.